



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par le Congrès du Travail du Canada, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Le travail décent joue un rôle central dans le bien-être de tous. Un cadre politique qui accorde la priorité au travail décent à également pour conséquence de réduire les inégalités, de promouvoir la cohésion sociale et d'atténuer la pauvreté sur le plan national, régional et international.

En juin 2009, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a reconnu le préjudice qu'une reprise prolongée sans création d'emplois causerait aux citoyens du monde. Sa réponse résidait dans l'adoption d'un Pacte mondial de l'emploi global, basé sur le programme de travail décent de l'OIT, qui appelle des mesures urgentes et coordonnées de la part des gouvernements, des employeurs et des organisations syndicales. Comme la reprise économique est encore faible et hésitante, le Conseil économique et social a entériné le Pacte mondial de l'emploi de l'OIT en 2011. La reprise économique et le bien-être des travailleurs sont toujours menacés par les budgets d'austérité adoptés par des gouvernements dans de nombreux pays.

Alors que le Canada n'est pas encore parvenu à une reprise durable de l'emploi, le Gouvernement fédéral a arrêté ses mesures de stimulation et a mis l'accent, de manière prématurée, sur la réduction des déficits budgétaires. Le niveau de chômage des jeunes demeure élevé au Canada, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi découragées augmente, et le nombre de chômeurs sans accès à des prestations ou à un soutien en matière de formation a atteint un niveau sans précédent dans l'histoire. Il est urgent que les gouvernements et les entreprises investissent dans la main-d'œuvre et développent des compétences de qualité et de l'emploi pour les hommes et les femmes grâce à l'éducation et la formation professionnelles.

L'expansion du travail précaire (tant au Canada qu'à l'échelle internationale) a continué tout au long de la crise économique et entrave une reprise digne de ce nom. La croissance du travail temporaire, à temps partiel, mal payé et peu sûr affecte les femmes et d'autres groupes vulnérables (tels que les travailleurs autochtones, les travailleurs victimes de discrimination raciale, les travailleurs handicapés et les nouveaux arrivants) de manière disproportionnée. À mesure que les gouvernements sont poussés à réduire leurs budgets, ils réduisent les services, sous-traitent le travail et gèlent les salaires. Cela a abouti à l'augmentation du travail précaire et à la réduction des services publics qui atténueraient les effets de la reprise économique anémique, et freine la croissance économique.

Étant donné la persistance d'une croissance anémique de l'emploi, l'emploi précaire pourrait bien devenir la nouvelle norme, à moins que des mesures énergiques ne soient prises en ce qui concerne à la fois la politique économique et les normes du travail. Le travail précaire accroît les inégalités, et les inégalités exacerbent aussi bien les troubles sociaux que l'instabilité économique. Le déséquilibre de pouvoir créé par la prévalence du travail précaire compromet les programmes de travail décent et les mesures de protection sociale, au moment même où ils sont les plus nécessaires.

On ne peut pas non plus oublier le bien-être des générations futures. Il est urgent de reconnaître la nécessité d'une « transition juste » vers une économie à faible intensité de carbone et que nous élaborions des propositions tendant à

exploiter au maximum le potentiel de création d'emplois des mesures d'atténuation des changements climatiques.

Les mesures d'autorité du Gouvernement sont incompatibles avec la notion de travail décent. Le Pacte mondial de l'emploi de l'OIT indique clairement les possibilités existantes en ce qui concerne l'adoption de mesures efficaces qui améliorent l'emploi, réduisent la pauvreté et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Congrès du travail du Canada engage la communauté internationale et les gouvernements à passer des mesures d'autorité sans lendemain à une reprise mue par le travail décent, réalisée en collaboration avec les employeurs, les travailleurs et la société civile et axée sur la mise en œuvre du Pacte mondial de l'emploi.
